



CHAPITRE 106

Loi modifiant la charte de la ville Saint-Laurent

[Sanctionnée le 29 mars 1950]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Saint-Laurent a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 8 Édouard VII chapitre 94, modifiée par les lois 3 George V chapitre 71, 8 George V chapitre 91, 13 George V chapitre 97, 20 George V chapitre 114, 4 George VI chapitre 95, 9 George VI chapitre 85, 11 George VI chapitre 91 et 13 George VI chapitre 89 et les autres lois qui la modifient soit de nouveau modifiée aux fins de lui donner de plus amples pouvoirs; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans la dite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 135,
rempl.
pour la
ville.

1. L'article 135 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Époque de
la confec-
tion.

"135. Chaque année avant le premier avril, le greffier dresse ou fait dresser sous sa direction, de la manière ci-après indiquée, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception

CHAPTER 106

An Act to amend the charter of the town of St. Laurent

[Assented to, the 29th of March, 1950]

Preamble.

WHEREAS the town of St. Laurent has, by its petition, represented that it is in the interest of the town and that it is necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 8 Edward VII, chapter 94, amended by the act 3 George V, chapter 71, 8 George V, chapter 91, 13 George V, chapter 97, 20 George V, chapter 114, 4 George VI, chapter 95, 9 George VI, chapter 85, 11 George VI, chapter 91, and 13 George VI, chapter 89, and the other acts which amend it be again amended in order to give to it more extensive powers; and

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 135 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is replaced for the town by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 135, re-
placed for
town.

"135. Prior to the first of April of each year, there shall be prepared by the clerk, or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the names of persons entered on the valuation roll as well as on

Time of
prepara-
tion.

des taxes de la municipalité, et possédant le cens électoral requis."

the collection roll of the municipality and qualified to be entered in the electoral list."

Associa-
tion inter-
dite.

2. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, les constables et les pompiers de la ville Saint-Laurent, de même que tous autres membres et officiers de son corps de police et de sa brigade de protection contre l'incendie, ne peuvent devenir ou demeurer membres d'une association qui n'est pas formée exclusivement de personnes de la même catégorie et à l'emploi de la ville, ni affilier leur association à d'autres associations.

2. Notwithstanding any general or special law to the contrary, constables and firemen of the town of St. Laurent, as well as all other members and officers of its police force and of its fire brigade are not allowed to become or remain members of an association which is not exclusively composed of persons of the same category and employed by the town, nor to affiliate their association to other associations.

Associa-
tion pro-
hibited.

S.R.,
c. 233,
a. 537a,
aj. pour
la ville.

3. La Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 537, le suivant :

3. The Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is amended, for the town, by adding after section 537, the following :

R.S.,
c. 233,
s. 537a,
added,
for town.

Percep-
tion des
taxes.

"**537a.** Nonobstant toute loi à ce contraire, la ville Saint-Laurent fera la perception des taxes qui deviendront dues aux commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, à partir du premier janvier 1951, suivant les dispositions ci-après mentionnées :

"**537a.** Notwithstanding any act to the contrary, the town of St. Laurent shall collect the taxes which shall become due to the School Commissioners for the school municipality of the town of St. Laurent, in the county of Jacques Cartier, from the first of January 1951, in accordance with the following provisions :

Collection
of taxes.

1° Il est du devoir du trésorier de ville Saint-Laurent de fournir chaque année, le ou avant le premier juillet un certificat, sous son serment d'office, au secrétaire-trésorier de la commission scolaire de ville Saint-Laurent, établissant la valeur totale des immeubles apparaissant au rôle d'évaluation en vigueur et appartenant aux catholiques situés dans le territoire de ladite commission, tel que mentionné dans l'article 368 de la Loi de l'instruction publique.

1. It shall be the duty of the treasurer of the town of St. Laurent to furnish each year on or before July 1st, the secretary-treasurer of the school commission of the town of St. Laurent with a certificate under his oath of office, establishing the total value of the immoveables entered on the valuation roll in force and owned by Catholics, situated within the territory of the said Commission, as enacted in section 368 of the Education Act.

2° Le ou avant le premier septembre qui suit la réception du certificat mentionné au paragraphe 1° du présent article, les commissaires devront faire parvenir à la ville la résolution imposant la taxe scolaire pour l'année en cours tel que mentionné à l'article 388 de la Loi de l'instruction publique.

2. On or before the first of September following the receipt of the certificate mentioned in paragraph 1 of this section, the commissioners shall forward to the town the resolution imposing the school tax for the current year as enacted in section 388 of the Education Act.

Durant le mois qui suit l'entrée en vigueur de toute résolution d'emprunt imposant une taxe spéciale sur les propriétaires obligés au coût de certains travaux, conformément aux articles 236 et suivants de la Loi de l'instruction

During the month following the coming into force of any loan resolution imposing a special tax on the proprietors responsible for the cost of certain works, in accordance with sections 236 and following of the Education Act, the commis-

publiques les commissaires doivent faire parvenir à la ville une copie certifiée de ladite résolution imposant telle taxe.

3° La taxe scolaire imposée sur les immeubles appartenant aux contribuables catholiques compris dans le territoire de la ville sera due et exigible en un seul versement le premier janvier de chaque année et sera payé et attribuée suivant la loi.

A compter du premier janvier 1951, l'imposition et la perception des taxes scolaires catholiques se feront du premier janvier au trente-et-un décembre.

4° Le trésorier de la ville préparera un rôle de perception pour lesdites taxes scolaires et les percevra en même temps que les taxes municipales lorsqu'elles deviendront dues.

5° Le trésorier de la ville devra fournir, le premier juin de chaque année, au secrétaire-trésorier de la commission scolaire, une liste des électeurs ayant le droit de voter aux élections des commissaires, suivant l'article 125 de la Loi de l'instruction publique; tout contribuable, autrement qualifié, qui aura payé ses taxes entre la date de la préparation de ladite liste et la clôture de la votation aura le droit d'obtenir du trésorier de la ville un certificat attestant son droit de voter aux dites élections.

6° Le conseil de la ville doit remettre auxdits commissaires le montant total des taxes scolaires prélevées sur les propriétaires et portées au rôle de perception, sans égard à leur perception.

Cette remise se fait en quatre versements dont le premier sera de 40% le premier mars, et les trois autres de 20% chacun payable le premier des mois d'avril, mai et juin.

La ville pourra exercer tous les recours accordés aux commissions scolaires en vertu de la Loi de l'instruction publique et jouira de tous les droits et privilèges attachés auxdites taxes et conférés auxdites commissions par ladite loi.

7° Les commissaires auront le droit, pour la période du premier juillet au 31 décembre 1950 de faire un rôle de perception, pour cette période de temps, basé sur le rôle d'évaluation alors en vigueur et ils pourront percevoir les taxes scolaires

sioners must forward to the town a certified copy of the said resolution imposing such tax.

3. The school tax imposed on immovables owned by Catholic ratepayers included within the territory of the town shall be due and exigible in one payment on January 1st of each year and shall be paid and attributed according to law.

As from January 1st, 1951, the imposition and collection of the Catholic school taxes shall be made as from the first of January to the thirty-first of December.

4. The treasurer of the town shall prepare a collection roll for the said school taxes and shall collect them together with the municipal taxes when they come due.

5. The treasurer of the town shall furnish on the first of June, of each year, the secretary-treasurer of the school commission with a list of the electors having the right to vote at the elections of commissioners, in accordance with section 125 of the Education Act; any ratepayer, otherwise qualified who shall have paid his taxes between the date of the preparation of the said list and the closing of polls, shall have the right to obtain from the treasurer of the town a certificate attesting his right to vote at the said elections.

6. The council of the town shall remit to the said commissioners, the total amount of school taxes collected on proprietors and entered on the collection roll, regardless of their collection.

Such remitting shall be made in four instalments, the first of which shall be of 40% on the first of March, and the three others of 20% each payable on the first of April, May and June.

The town may exercise any claim granted to school commissioners under the Education Act and shall enjoy all the rights and privileges pertaining to the said taxes and conferred upon the said commissions by the said act.

7. The commissioners shall be entitled, for the period from the first of July to the 31st of December 1950, to draw for the said period a collection roll based on the valuation roll then in force and they may collect school taxes due by the Catholic

dues par les propriétaires catholiques suivant les dispositions générales de la loi."

proprietors in accordance with the general provisions of the law."

S.R.,
c. 233,
a. 112,
remp.
pour la
ville.

4. La Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941 chapitre 233) est modifiée, pour la ville, en remplaçant l'article 112 par le suivant:

4. The Cities and Towns Act (Revised R.S., Statutes, 1941, chapter 233) is amended, c. 233, s. 112, re-
for the town, by replacing section 112 placed for
by the following: town.

Nomina-
tion du
gérant.

"112. Après l'entrée en vigueur du règlement, le conseil nomme par résolution un gérant."

"112. After the coming into force of Appointment
the by-law, the council shall appoint by
resolution a manager. ment.

S.R.,
c. 233,
a. 114,
remp.
pour la
ville.

5. La Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifiée, pour la ville, en remplaçant l'article 114 par le suivant:

5. The Cities and Towns Act (Revised R.S., Statutes, 1941, chapter 233) is amended, c. 233, s. 114, re-
for the town, by replacing section 114 by placed for
the following: town.

Salaire.

"114. Le salaire du gérant est fixé par résolution du conseil et ne devra pas être inférieur à \$5,000.00 par année."

"114. The salary of the manager shall Salary.
be fixed by resolution of the council and
shall not be less than \$5,000 per year."

S.R.,
c. 233,
a. 115,
remp.
pour la
ville.

6. La Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifiée, pour la ville, en remplaçant l'article 115 par le suivant:

6. The Cities and Towns Act (Revised R.S., Statutes, 1941, chapter 233) is amended, c. 233, s. 115, re-
for the town, by replacing section 115 by placed for
the following: town.

Directeur
des em-
ployés.

"115. Tous les fonctionnaires et employés de la municipalité sont sous le contrôle et la direction du gérant, qui a le pouvoir de les suspendre de leurs fonctions. Mais le gérant doit immédiatement faire rapport au conseil de cette suspension, et le conseil, après enquête décide en dernier ressort."

"115. All officers and employees of Control of
the municipality, shall be under the employ-
control and direction of the manager, who ees.
has power to suspend them from their
duties. But the manager shall immediatel-
y report such suspension to the council,
and the council, after inquiry, renders
the final decision."

S.R.,
c. 233,
a. 117,
remp.
pour la
ville.

7. La Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifiée, pour la ville, en abrogeant les articles 117, 118, 119, 120 et 121 qui sont remplacés par le suivant:

7. The Cities and Towns Act (Revised R.S., Statutes, 1941, chapter 233) is amended, c. 233, s. 117, re-
for the town, by repealing sections 117, placed for
118, 119, 120 and 121, which are replaced town.
by the following:

Destitu-
tion.

"117. La destitution du gérant ne peut être décrétée que conformément aux dispositions du chapitre 235 des Statuts refondus, 1941."

"117. The dismissal of the manager Dismissal.
may only be decreed in accordance with
the provisions of chapter 235 of the
Revised Statutes, 1941."

Système
d'égout et
d'aqueduc.

8. La ville est autorisée, pour raison d'hygiène, par résolution approuvée au préalable par la Commission municipale de Québec à organiser un système d'égout et d'aqueduc pour desservir cette partie de son territoire située dans l'est de la rue Saint-Mathieu, sur les rues Barré, Champigny, Montpellier, Raimbault et les environs; pour ces fins la ville est

8. The town is authorized, for reasons Sewer and
of public health, to organize by resolution water-
previously approved by the Quebec Mu- works
nicipal Commission, a sewer and system.
towns system for the service of that part
of its territory located to the east of St.
Mathieu street, on Barré, Champigny,
Montpellier, Raimbault streets and in the
vicinity; for such purposes the town is

autorisée à traverser ces égouts et l'aqueduc sur les lots numéros 242-968, 251-99, 252, P. 254 et 255, de la paroisse Saint-Laurent, pour faire un raccordement au boulevard Sainte-Croix, vis-à-vis de la rue Deguire.

Emprunt. Pour défrayer le coût desdits travaux, la ville est autorisée à emprunter à long terme au moyen d'un règlement sujet aux formalités des règlements d'emprunts sans toutefois être tenue de réquerir l'approbation des électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables.

Taxe. Ce règlement doit décréter que le coût ou partie du coût de ces travaux, quant aux services d'égouts seulement, est chargé aux propriétaires des lots ayant front sur lesdits travaux et sera payable par chacun d'eux, au moyen d'une taxe spéciale imposée sur leurs immeubles, à raison du nombre de pieds de front.

Versements. Cette taxe sera divisée en vingt versements égaux et sera prélevée pendant vingt années consécutives.

Rôle de perception. Dès la fin des travaux un rôle de perception devra être fait selon la loi, quant à sa confection, son approbation et sa contestation, s'il y a lieu, démontrant la partie de cette taxe imposée sur les immeubles desdits propriétaires.

Date de paiement. Toutefois, les propriétaires des lots 242-968, 251-99, 252, P. 254 et 255, tant qu'ils ne seront pas subdivisés, ayant front sur ces travaux, ne commenceront à payer ladite taxe prévue aux paragraphes précédents que lorsqu'ils bénéficieront desdits travaux et l'intérêt sur cette taxe ne commencera à courir qu'à compter de cette date; ces propriétaires devront alors payer cette taxe en vingt versements égaux tel que prévu plus haut.

S.R., c. 233, a. 581c, am. 9. L'article 581a de la Loi des cités et villes, édicté pour la ville par l'article 3 de la loi 11 George VI, chapitre 91 et modifié par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 89 est de nouveau modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Paiement. "Lorsque des travaux d'améliorations locales ne bénéficieront pas immédiatement aux propriétaires riverains desdits travaux la ville est autorisée à reporter le commencement du paiement de la taxe spéciale imposée en vertu des paragraphes

authorized to extend its sewers and waterworks through lots numbers 242-968, 251-99, 252, P. 254 and 255 of the parish of St. Laurent, in order to connect with boulevard Sainte Croix, opposite Deguire street.

In order to defray the cost of the said works, the town is authorized to make a long term loan by means of a loan by-law subject to the formalities of loan by-laws except that it shall not be obliged to obtain the approval of the electors who are proprietors of taxable immoveables.

Such by-law shall decree that the cost of the said works, or part of it, as to the sewer service only, is charged to the owners of lots fronting on the said works and shall be paid by each of them by means of a special tax imposed on their immoveables, in proportion to the length of the frontage.

Such tax shall be divided in twenty equal instalments and shall be levied during twenty consecutive years.

At the completion of the works a collection roll shall be made according to law as to its drawing up, its approval and its contestation, if need be, showing that part of the tax imposed on the immoveables of the said proprietors.

However, the owners of lots 242-968, 251-99, 252, P. 254 and 255, as long as they are not subdivided, fronting on the said works shall begin to pay the said tax mentioned in the preceeding paragraphs only when they benefit of the said works, and the interest on the said tax shall begin to run only as from that date; the proprietors shall then pay the said tax in twenty instalments as above provided for.

R.S., c. 233, s. 581a, am. 9. Section 581a of the Cities and Towns Act, as enacted for the town by section 3 of the act 11 George VI, chapter 91, and amended by section 4 of the act 13 George VI, chapter 89, is again amended by adding the following paragraph:

"If local improvement works be of no immediate benefit to the bordering proprietors on the said works, the town shall be authorized to defer the beginning of the payment of the special tax imposed under the preceding paragraphs to such

précédents à la date où ces propriétaires utiliseront lesdits travaux."

date as the proprietors shall make use of the said works."

Vente ratifiée.

10. La vente du 27 mars 1939 faite par le greffier, à la ville Saint-Laurent pour non paiement de taxes, enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de Montréal sous le numéro 472775 comprend en plus des lots qui y sont mentionnés le lot portant le numéro vingt de la subdivision originaire du lot quatre cent soixante-neuf (469-20).

10. The sale of March 27th, 1939, as made by the clerk to the town of St. Laurent for non payment of taxes registered at the registry office of the division of Montreal under number 472775 shall include besides the lots mentioned in it, lot number twenty of the original subdivision of lot four hundred and sixty-nine (469-20). Sale ratified.

Idem.

11. La vente du 6 mai 1941, faite par le greffier à la ville Saint-Laurent pour non paiement de taxes, enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de Montréal sous le numéro 500091 est déclarée légale, bonne et valable quant à la partie sud-est du lot numéro 443 en ce qui concerne toute irrégularité contenue dans les avis de saisie et autres procédures de vente de ladite partie du lot, pour défaut de paiement de taxes municipales.

11. The sale of May 6th, 1941, as made by the clerk to the town of St. Laurent for non payment of taxes, registered at the registry office of the division of Montreal under number 500091 is hereby declared legal, good and valid as to the southeast part of lot number 443 in respect to any irregularity contained in the seizure notices and other sale procedures of the said part of lot, in default of payment of municipal taxes. Idem.

Idem.

12. La vente des subdivisions 155 et 156 du lot originaire 409 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, faite par le greffier, le 6 juin 1927 pour non paiement de taxes, est déclarée bonne, légale et valable en ce qui concerne les avis et les autres formalités de vente, à toutes fins que de droit.

12. The sale of subdivisions 155 and 156 of the original lot 409 in the official plan and book of reference for the parish of St. Laurent, as made by the clerk on June 6th 1927 for non payment of taxes, is hereby declared legal, good and valid with respect to notices and other sale formalities, for all legal purposes. Idem.

Idem.

13. La vente des subdivisions 224 et 225 du lot originaire 409 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, faite par le greffier, le 6 mai 1929, pour non paiement de taxes, est déclarée bonne, légale et valable en ce qui concerne les avis et les autres formalités de vente à toutes fins que de droit.

13. The sale of subdivisions 224 and 225 of original lot 409 in the official plan and book of reference for the parish of St. Laurent, as made by the clerk, on May 6th 1929, for non payment of taxes, is hereby declared legal, good and valid with respect to notices and other sale formalities, for all legal purposes. Idem.

Idem.

14. La vente du résidu du lot 409 aux plans et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, faite par le greffier à ville Saint-Laurent, pour non paiement de taxes le 22 octobre 1935 est déclarée bonne, légale et valable, en ce qui concerne les avis et les formalités de la vente, à toutes fins que de droit.

14. The sale of the remainder of lot 409 in the official plan and book of reference for the parish of St. Laurent as made by the clerk to the town of St. Laurent on October 22nd 1935, for non payment of taxes is hereby declared legal, good and valid with respect to notices and other sale formalities, for all legal purposes. Idem.

Entrée en vigueur.

15. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

15. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.